pour objectif de faciliter le traitement des demandes des entreprises et mobiliser toutes les formes d'aides et d'accompagnement possibles en fonction de la situation rencontrée : éventuel étalement des dettes fiscales et sociales, prise en charge au titre de l'activité partielle, indemnisation des assurances, mobilisation exceptionnelle d'aides financières, aide à la recherche de locaux professionnels...

Par ailleurs et compte tenu du caractère exceptionnel de la situation ainsi que de l'urgence à intervenir, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a décidé d'apporter son concours en versant un soutien financier aux commerçants et artisans les plus impactés, par l'intermédiaire de la CCIMP.

Ainsi, par délibération n° ECO 015-5297/18/CM du 13 décembre 2018, il a été décidé la mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne, en partenariat avec la CCIMP, via une convention d'objectif.

Cette convention d'objectif, en son article 4 « Contenu de l'aide » est venue limiter le périmètre géographique des bénéficiaires de l'aide au seul territoire de la Ville de Marseille.

Cependant il s'avère que les événements du 5 novembre 2018 ont été également eu des conséquences importantes pour les autres territoires de la Métropole. En effet, dans ce contexte exceptionnel, les communes ont accéléré la prise d'arrêtés de péril et diligenté des évacuations impactant des commerçants et artisans.

Il apparaît également nécessaire, afin de permettre une instruction efficace des dossiers, de préciser plus clairement la deuxième catégorie de bénéficiaires de l'aide.

Dès lors, dans un souci d'efficacité opérationnelle du dispositif d'équité, il convient d'adopter un avenant n°1 à la convention d'objectif approuvé le 13 décembre 2018 afin d'étendre le périmètre géographique de l'aide à l'ensemble du territoire métropolitain et de repreciser la deuxième catégorie des bénéficiaire de l'aide.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

L'article 4 relatif aux conditions d'octroi de l'aide exceptionnelle aux commerçants est modifié comme suit :

4.1 Les bénéficiaires:

- Commerçants et artisans dont l'activité est impactée **par la mise en œuvre d'arrêtés d'évacuation** pris dans un contexte exceptionnel, suite aux événements de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018,
- Commerçants et artisans dont l'activité est directement impactée, du fait de leur proximité géographique immédiate de la Rue d'Aubagne, par la mise en œuvre de restrictions d'accès et de circulation (fermeture totale des voies),

mise en œuvre d'un périmètre de sécurité) et ou de coupure de réseaux (électricité/gaz) consécutives aux événements de la rue d'Aubagne à Marseille, le 5 novembre 2018.

4.2 Les conditions d'octroi :

Le dispositif concerne exclusivement les commerçants et artisans recensés dans le cadre du guichet unique « Urgence Commerces Entreprises Marseille ». Or le cas particulier des commerçants et artisans dont l'activité est directement impactée, du fait de leur proximité géographique immédiate de la Rue d'Aubagne, par la mise en œuvre de restrictions d'accès et de circulation, **son périmètre s'étend sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.**

Deux types d'aides sont proposés :

- **Une aide à destination des commerçants et artisans ayant fait l'objet d'une évacuation.**

Une aide financière correspondant à 60% du chiffre d'affaires, (calculé sur une moyenne de l'exercice 2017), sur une période de 1 jour à 3 mois maximum au prorata temporis de l'arrêt de l'activité. Pour les autoentrepreneurs, l'aide se basera sur la déclaration sur le revenu (60% au prorata temporis) et pour les activités récentes, le bilan prévisionnel sera pris en compte.

L'aide est limitée à 15 000 € par bénéficiaire.

- **Une aide à destination des commerçants et artisans ayant été directement impactés du fait de leur proximité géographique immédiate de la Rue d'Aubagne par les événements du 5 novembre 2018 : restriction d'accès et de circulation, coupure de gaz/électricité.**

Une aide financière correspondant à 40% du chiffre d'affaires, (calculé sur une moyenne de l'exercice 2017), sur une période de 1 jour à 3 mois maximum au prorata temporis de l'arrêt de l'activité. Pour les autoentrepreneurs, l'aide se basera sur la déclaration sur le revenu (40% au prorata temporis) et pour les activités récentes, le bilan prévisionnel sera pris en compte.

L'aide est limitée à 10 000 € par bénéficiaire.

L'octroi des aides est conditionné à la transmission à la CCIMP des pièces suivantes par les demandeurs:

- Bilan comptable de l'année 2017
- Compte de résultat
- KBis
- Déclaration sur le revenu (pour les autoentrepreneurs)
- Bilan prévisionnel pour les activités récemment créées.

ARTICLE 2: AUTRES

Les autres dispositions de la convention d'objectifs restent inchangées.

Fait à Marseille, le
(en 6 exemplaires originaux)

En application de la délibération
N°
Du Conseil de la Métropole
Du 2019

Pour la CCIMP

**Monsieur Luc CHAUVIN
Président**

Pour la Métropole

**Madame la Présidente
ou son représentant**